

# RAPPORT ANNUEL SEMMARIS

EXERCICE 2006

## SOMMAIRE

<b>p. 1</b>	SEMMARIS
<b>p. 2</b>	Rapport du Conseil d'Administration à l'Assemblée Générale
<b>p. 5</b>	Résultats financiers des 5 derniers exercices
<b>p. 6</b>	Mandats ou fonctions exercés
<b>p. 7</b>	Evolution de l'investissement brut, évolution comparée des tarifs de redevance et de l'indice des prix
<b>p. 8</b>	Bilan
<b>p. 10</b>	Compte de résultat
<b>p. 11</b>	Flux de trésorerie
<b>p. 12</b>	Annexe au bilan et au compte de résultat
<b>p. 24</b>	Rapport général des Commissaires aux Comptes

# SEMMARIS



**Marc SPIELREIN**

*Président-Directeur Général*

## COMPOSITION DU COMITE DE DIRECTION au 31 décembre 2006



1



2



3



4



5



6



7

**1 Georges PASQUI**  
*Directeur Général Adjoint,  
Directeur du Marché*

**2 Michel GANNEAU**  
*Secrétaire Général*

**3 Christophe ACAR**  
*Directeur de l'Exploitation  
et de la Maintenance*

**4 David BOURGANEL**  
*Directeur Marketing  
et Communication*

**5 Alain DUCROT**  
*Directeur des Finances  
et du Contrôle de Gestion*

**6 Vincent ISNARD**  
*Directeur des Investissements*

**7 Alain PERRIER**  
*Directeur des Affaires  
Economiques et Foncières*

### ACTIONNARIAT

Etat	56,85 %
Ville de Paris	16,50 %
Département du Val-de-Marne	7,00 %
Caisse des Dépôts et Consignations	5,76 %
Professionnels et divers	13,89 %

# RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

## A L'ASSEMBLEE GENERALE

### L'ACTIVITE DU MARCHE DE RUNGIS

L'année 2006 a été marquée par une certaine accélération de la croissance économique en France qui a permis une meilleure évolution du pouvoir d'achat des ménages. La perception par les ménages de leur situation a été améliorée par la diminution du chômage et la baisse relative du prix de l'énergie au 2<sup>e</sup> semestre.

Dans ce contexte, les entreprises de Rungis, dans leur ensemble, ont su profiter des opportunités que leur donnait leur offre.

Le nombre d'entrées sur le Marché a été de 6 617 888, en augmentation de 0,8 % par rapport à 2005.

En fin d'exercice, le taux d'occupation des surfaces louables s'élève à 94,46 %, contre 94,93 % fin décembre 2005.

### LES COMPTES DE LA SEMMARIS EN 2006

Le chiffre d'affaires a été de 77,215 M€, en augmentation de 2,7 % par rapport à 2005. Il a été affecté par un nouveau mode de comptabilisation des ventes d'eau hors de la zone A qui se traduit par une baisse des ventes de 522 k€ et par une économie de charges de gestion du réseau de 622 k€.

#### ► Les produits :

**Le produit des droits d'accès et de stationnement** s'est élevé à 9,48 M€ (+ 0,6 % par rapport à 2005).

**Les produits sur charges récupérables, ventes d'eau et d'électricité** se sont élevés à 22,06 M€. Les ventes d'eau ont représenté 2,91 M€. Les ventes d'électricité à des opérateurs du Marché ont généré un chiffre d'affaires de 0,94 M€ en 2006 (contre 0,52 M€ en 2005).

**Les redevances homologuées** ont rapporté 31,58 M€ (+ 4,3 % par rapport à 2005).

**Les redevances indexées** ont augmenté de 0,3 % à 10,31 M€.

La tranche 2006 des Droits de Première Accession étalés s'est élevée à 629 k€, contre 592 k€ en 2005.

La remise pour prélèvement automatique a représenté une réduction de recettes de 1090 k€ (1021 k€ en 2005, 971 k€ en 2004).

#### ► Les charges

**Les achats et services extérieurs** (hors charges sur sinistres) se sont montés à 36,58 M€ (à comparer à 36,81 M€ en 2005 et 35,30 M€ en 2004). La variation annuelle ressort donc à - 0,6 %.

#### Les principales variations concernent :

- Les achats d'électricité (+ 336 k€) corrélativement à l'augmentation des ventes.
- Les dépenses d'entretien, de réparation et de maintenance qui se sont élevées à 6,80 M€, en baisse de - 8,2 % par rapport à celles de l'exercice 2005 (7,41 M€).
- Les primes d'assurance payées pour 1,84 M€ contre 2,34 M€ en 2005 (- 21,5 %) en raison de la baisse des taux de prime appliquée aux bâtiments nouvellement protégés (sprinkler, RIA et désenfumage) et compte tenu de la clause de participation aux bénéfices négociée avec notre assureur qui se traduit par une remise de 150 k€.
- La promotion du Marché dont les dépenses se sont élevées à 1,62 M€ contre 1,42 M€ en 2005 (+ 13,6 %).
- La gestion des centres de tri (Point A et Point E) dont l'augmentation des recettes de valorisation a permis une baisse globale des coûts d'exploitation de ces installations (2,57 M€ contre 2,79 M€ en 2005).
- Les dépenses relatives à l'UIOM qui sont passées de 1,60 M€ en 2005 à 2,78 M€ en 2006 (+ 74,3 %) en raison des charges de financement des travaux de mise aux normes.

**Les charges de personnel** ont représenté 13,42 M€ (+3,5 % par rapport à 2005).

**Les impôts et taxes** se sont montés à 690,7 k€ (617,7 k€ en 2005 et 552,0 k€ en 2004). Cette forte augmentation est due à la variation de la taxe professionnelle appelée sur la valeur ajoutée (cotisation minimale de 1,5 %) et à l'Impôt Forfaitaire Annuel (33 k€) dont la comptabilisation a été modifiée au 1<sup>er</sup> janvier 2006.

**La dotation aux amortissements et provisions** a été de 22,92 M€ (22,12 M€ en 2005 et 21,41 M€ en 2004). Les amortissements du domaine concédé ont été de 12,13 M€ (-9,9 %), tandis que les provisions de caducité ont progressé de 6,6 % à 8,83 M€.

Les provisions pour dépréciation des créances ont été de 573 k€, soit 0,74 % du chiffre d'affaires (219 k€ en 2005 et 452 k€ en 2004).

#### ► Les résultats

En définitive, **le résultat brut d'exploitation** est de 3,95 M€ et représente 5,11 % du chiffre d'affaires (3,97 % en 2005).

**Le résultat financier** (hors dividende de Paris Rungis International) est de - 1,14 M€ (- 1,76 M€ en 2005 et - 1,89 M€ en 2004). La trésorerie moyenne disponible a été de 32,03 M€ (à comparer à 29,84 M€ en 2005 et 24,17 M€ en 2004) et le taux de rendement financier moyen de 4,36 % (contre 2,88 % en 2005 et 3,14 % en 2004) en raison de la poursuite d'une hausse modérée des taux d'intérêt.

Le résultat courant avant impôts s'élève à 3,95 M€ (contre 2,31 M€ en 2005 et 2,63.M€ en 2004).

Le résultat exceptionnel est de 2,04 M€.

Les principaux produits exceptionnels ont été :

- DPA perçus hors opérations d'investissements pour 1 371 k€.
- Reprise de provision pour dépréciation d'actif immobilisé devenue sans objet après la démolition des installations concernées (V2P) pour 640 k€.
- Pénalités fournisseurs pour 171 k€.
- Indemnité obtenue par voie judiciaire dans le litige portant sur le sinistre incendie du Point E de juin 2002 pour une somme de 1 186 k€.

Les principales charges exceptionnelles ont concerné :

- Le rachat de DPA pour 699 k€.
- Des sorties d'actif immobilisé pour 678 k€.

La SEMMARIS acquittera un impôt sur les sociétés de 2,31 M€. Le résultat net comptable est donc de 3,68 M€.

#### ► Le bilan :

Son examen fait apparaître une situation nette avant répartition des résultats de 2006 qui se monte à 20,78 M€ (17,40 M€ en 2005 et 16,32 M€ en 2004).

La capacité d'autofinancement de l'exercice est de 26,26 M€ et poursuit sa progression (23,16 M€ en 2005 et 23,02 M€ en 2004).

Les cautions reçues des clients (numéraire et cautions bancaires) atteignent 15,67 M€, soit 23,1 % du chiffre d'affaires hors droit d'accès et de stationnement.

Les dettes financières nettes de la trésorerie de l'entreprise au 31 décembre 2006 se montent à 54,2 M€ (58,6 M€ en 2005 et 65,1 M€ en 2004). Elles représentent 2,06 fois la capacité d'autofinancement (2,53 en 2005 et 2,83 en 2004).

#### BUREAUX – RUNGIS – INTERNATIONAL (BRI)

Le chiffre d'affaires réalisé par la société BRI, filiale à 100 % de la SEMMARIS a été de 2,02 M€ (cf. note 5-4 de l'annexe aux comptes), correspondant au loyer versé par la SEMMARIS pour l'ensemble des 21 141m<sup>2</sup> de surfaces louables.

En contrepartie, les loyers et charges perçus par la SEMMARIS auprès des occupants se sont élevés à 3,41 M€. Fin 2006, le taux d'occupation était de 94,64 % (91,54 % à la fin de 2005 et 89,4 % à la fin de 2004).

L'avance en compte courant de la SEMMARIS à BRI a donné lieu à une rémunération de 88 k€ sur la base du taux d'intérêt légal. BRI a remboursé 394 k€ sur cette avance qui se monte donc à 3,79 M€ à la fin de 2006.

#### LA POLITIQUE DE RESSOURCES HUMAINES DE LA SEMMARIS

L'effectif mensuel moyen a été de 219 salariés (225 en 2005). Le taux d'absentéisme moyen, hors congés de maternité, s'est élevé à 1,85 % (1,83 % en 2005 et 2,27 % en 2004). Une somme de 154 k€ représentant 1,85 % de la masse salariale a été dépensée pour la formation professionnelle (1,50 % en 2005 et 2,23 % en 2004).

Dans le cadre de la négociation salariale annuelle, un accord d'entreprise a été signé qui prévoit notamment des augmentations générales des salaires de 1 % au 1<sup>er</sup> avril 2006 et de 1,1 % au 1<sup>er</sup> novembre 2006.

Une somme de 276 k€ a été versée au titre de l'intéressement pour l'exercice 2005.

Enfin, 130 salariés avaient adhéré au Plan d'Épargne d'Entreprise au 31 décembre 2006. La capitalisation totale de ce plan atteint 2,014 M€ à cette date et la contribution de l'employeur représente 186 k€ pour l'année 2006.

#### LE PROGRAMME D'INVESTISSEMENTS

Le total des immobilisations réalisées en 2006 se monte à 21,32 M€, significativement inférieur à la capacité d'autofinancement de l'exercice qui a été de 26,26 M€.

Les principales opérations de l'exercice sont rappelées ci-dessous :

- **Construction d'une partie du bâtiment DE2 (zone Euro-Delta) :** l'investissement réalisé en 2006 se monte à 8,0 M€ (le montant total d'investissement a été de 8,68 M€). Le bâtiment est exploité par AUCHAN depuis le 15 septembre 2006.
- **Extension du bâtiment FE4 :** l'investissement réalisé en 2006 est de 3,77 M€. la mise en service est prévue en avril 2007.
- **Bâtiment O2 :** le terme du crédit-bail ayant financé cet entrepôt se traduit par l'activation de la valeur résiduelle du contrat à hauteur de 1 M€.
- **Bâtiment DE1 (zone Euro-Delta) :** seuls les terrassements ont été réalisés en 2006 pour un montant de 641 k€. La construction du bâtiment a été reportée en 2007 en raison d'incertitudes concernant l'utilisateur.
- **Bâtiment COA :** une rénovation des aménagements de ce bâtiment a été réalisée pour un montant de 353 k€.
- **Travaux de sécurité incendie :** un montant de 3,92 M€ d'investissement pour la sécurité incendie a été réalisé pour des opérations diverses : sprinklage, RIA, détection incendie, mise en conformité...

# RAPPORT DU CONSEIL D'ADMINISTRATION A L'ASSEMBLEE GENERALE

- **Au titre des installations techniques, les opérations les plus significatives en 2006 ont été :**

- issues de secours anti-intrusion au VIP (pour 362 k€),
- installation d'eau surpressée au VIP (pour 110 k€),
- modernisation et extension du réseau de vidéo-surveillance (pour 96 k€),
- installation d'un compacteur au C1 (pour 87 k€).

## ACTIVITES INTERNATIONALES

Rungis est une plate-forme internationale de premier plan qui connaît une constante augmentation de ses échanges internationaux. Chaque année, des rencontres sont organisées afin de développer ces courants d'affaire. Ainsi, en 2006, des délégations de chefs d'entreprise du Marché se sont déplacées à Berlin à l'occasion du salon Fruit Logistica et à Barcelone sur le salon Alimentaria. Une mission export d'une semaine avec occupation d'un stand Rungis sur le salon londonien Hotelympia a connu un vif succès. A cette occasion, la version anglaise du site Internet a été remodelée, un « Qui fait Quoi » en anglais et des supports de communication « Discovering Rungis » ont été créés.

La coopération de la SEMMARIS avec la ville de Shanghai devrait se poursuivre pour la mise en service et l'exploitation du marché de gros programmée par cette ville (Shanghai West Suburb International Trading Center).

## LE PROGRAMME DE MARKETING STRATEGIQUE

La SEMMARIS poursuit un programme triennal de marketing stratégique qui couvre les années 2005 à 2007. Cinq enjeux majeurs sont au cœur de ce programme : la promotion des produits frais, tout particulièrement auprès des jeunes, la défense de la fonction de marché physique via le soutien de la fréquentation du commerce de détail notamment, la poursuite du travail de fond sur la RHF, la transmission de nos valeurs et d'une image plus moderne, le développement de la notoriété à l'international.

A côté des actions traditionnelles (événementiels, opérations de marketing direct, gestion des supports de communication papier et Internet, études) on retiendra principalement pour l'exercice 2006 :

- la conception d'un programme d'actions, à destination des filières de formation professionnelles, appelé Rungis Education : création de supports pédagogiques ; développement des relations avec l'Education nationale ; mise en place de visites spécifiques aux filières concernées dans le cadre de Visite Rungis ;
- la mise en œuvre d'opérations de promotion à destination des filières en général et de la clientèle RHF en particulier : présence sur les salons CCC, SIAL et Equip'Hôtel ; journées d'animation dans le pavillon C1 ; création des premiers Entretiens de Rungis autour de la thématique du contenu matière en RHD ;
- le développement des actions grand public : seconde campagne de communication, principalement en affichage, radio et PQR ; lancement du livre « Rungis, le plus grand marché du monde » aux Editions du Cherche Midi ; participation aux événements Fraich'attitude et « Paris fête ses marchés » ;
- la politique de relations avec la presse ainsi que les partenariats médias : émissions spéciales Rungis sur Arte et France 3 ; visites de presse ciblées à l'occasion d'événements forts ; refonte des concepts quotidiens « Qualité Rungis » et « Tendances Rungis » sur France 3 Ile-de-France.

## DEVELOPPEMENT DURABLE

Le chantier de la prolongation du Trans Val-de-Marne du Marché de Rungis vers la Croix-de-Berny s'est poursuivi en 2006.

Le Syndicat intercommunal d'élimination et de valorisation des déchets (SIEVD) a entrepris en 2005 un programme de mise aux normes de son usine d'incinération d'un montant de plus de 17 M€ dont la SEMMARIS supporte sa part de financement. Il a été pratiquement achevé en 2006.

Le programme pluriannuel d'amélioration du réseau d'assainissement du MIN s'est normalement poursuivi, de l'ordre de 210 k€.

## EVENEMENTS SURVENUS DEPUIS LE DEBUT DE 2007

Aucun événement nouveau susceptible d'affecter les comptes de la société n'est intervenu depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2007.

# RESULTATS FINANCIERS

## DES 5 DERNIERS EXERCICES

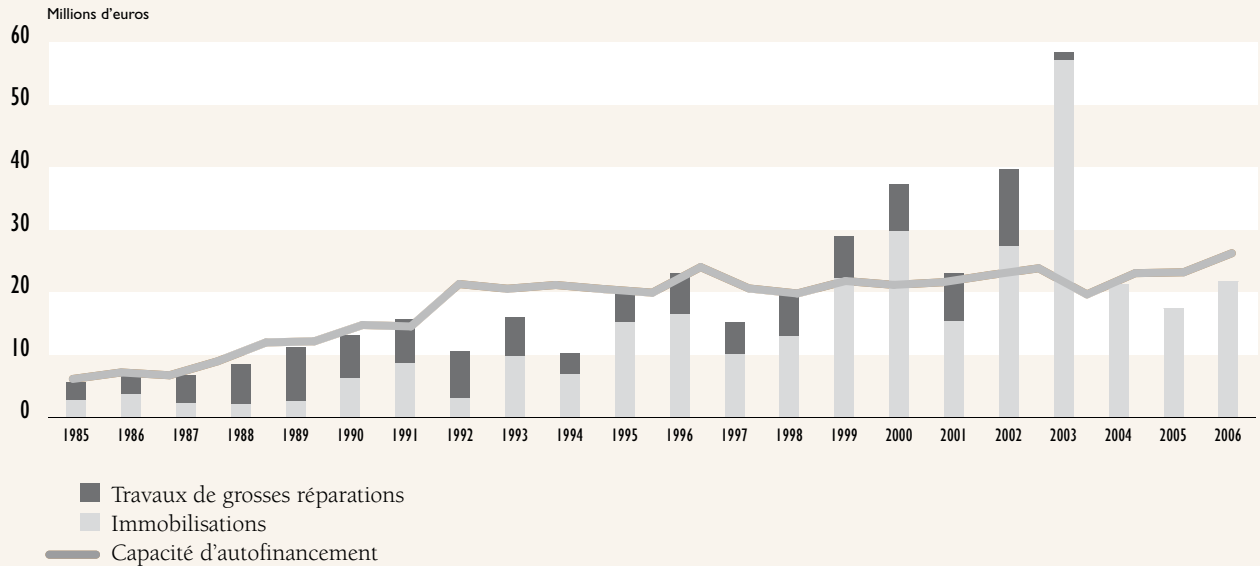
	2002	2003	2004	2005	2006
<b>► SITUATION FINANCIERE</b>					
a) Capital social	4 946 864	4 946 864	4 946 864	4 946 864	4 946 864
b) Nombre d'actions émises	309 179	309 179	309 179	309 179	309 179
c) Nombre d'obligations convertibles en actions	–	–	–	–	–
<b>► RESULTAT GLOBAL DES OPERATIONS EFFECTUEES</b>					
a) Chiffre d'affaires hors taxes	64 418 858	66 746 719	72 393 970	75 155 736	77 214 991
b) Résultat avant impôts, amortissements et provisions	9 772 558	11 971 556	22 886 172	23 309 268	27 859 442
c) Impôts sur les bénéfices (hors provisions)	1 351 949	2 015 313	1 173 987	1 140 035	2 308 782
d) Résultat après impôts, amortissements et provisions	7 739 390	2 921 544	1 268 536	1 371 049	3 680 668
e) Montant des bénéfices distribués	296 812	296 812	296 812	296 812	803 865
<b>► RESULTAT DES OPERATIONS REDUITES A UNE SEULE ACTION</b>					
a) Résultat avant impôts, amortissements et provisions	31,61	38,72	74,02	75,39	90,11
b) Résultat après impôts, amortissements et provisions	25,03	9,45	4,10	4,43	11,90
c) Dividende passé à chaque action	0,96	0,96	0,96	0,96	2,60
<b>► PERSONNEL</b>					
a) Nombre de salariés (effectif moyen mensuel)	225	222	223	225	219
b) Montant de la masse salariale	7 663 687	7 964 605	8 151 891	8 437 621	8 781 263
c) Montant des sommes versées au titre des charges sociales et avantages sociaux	3 948 721	4 193 059	4 402 854	4 523 008	4 634 559

## MANDATS OU FONCTIONS EXERCES

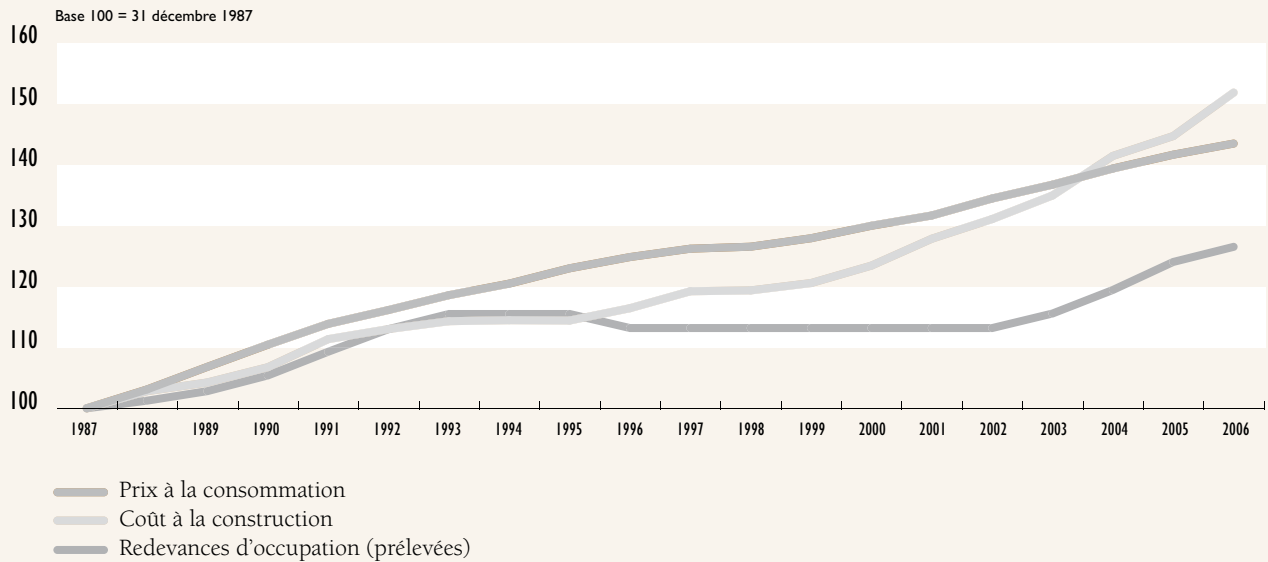
### DANS TOUTE AUTRE SOCIETE PAR LES MANDATAIRES SOCIAUX AU COURS DE L'EXERCICE

NOM	NATURE
<b>Bruno BORREL</b>	Administrateur de Banque Populaire Rives de Paris (SA) Président de la société ODEON DEVELOPPEMENT (SAS) Président de la société ODEXPORT (SAS) Président de la société ODEON (SAS) Directeur Général de la société Fromages et Détail (SAS) Administrateur de D.E.X.PA (SAS)
<b>Mireille FLAM</b>	Présidente du Conseil de Surveillance de SOGARIS (SA) Vice-Présidente du Conseil d'Orientation et de Surveillance du CREDIT MUNICIPAL DE PARIS Déléguée de la Ville de Paris aux Assemblées Générales de la Compagnie Parisienne de Chauffage Urbain (CPCU)
<b>Marc HERVOUET</b>	Directeur Général de la SAS COTTIN Directeur Général de la SAS COURTIN HERVOUET & ASSOCIES Président-Directeur Général de la SOMAVOG (SAS) Président de FINANCIERE COURTIN HERVOUET (SAS) Président de RUNGIS VOLAILLE PLUS (SA Coopérative à Conseil d'Administration) Représentant du Président Financière Courtin Hervouet de ALVI 2000 (SAS) Gérant des ETABLISSEMENTS JOUHAUD (SARL)
<b>Christian HERVY</b>	Président de la SAEM pour la gestion de la géothermie à Chevilly-Larue Membre du Syndicat Interdépartemental pour la Gestion des Terrains concédés à SOGARIS Vice-Président du Syndicat Intercommunal d'Exploitation et de Valorisation des Déchets Membre du Conseil d'Orientation et de Surveillance de l'Agence de Développement du Val-de-Marne
<b>Jean-Christophe MARTIN</b> <i>(jusqu'au 03 décembre 2006)</i>	Administrateur de la Société française de garantie des financements des petites et moyennes entreprises - SOFARIS (SA) Membre du Conseil de Surveillance de Oséo/BDPME Administrateur de l'Agence Nationale de la Valorisation et de la Recherche - ANVAR (EPIC) Commissaire du gouvernement auprès de la Société Interprofessionnelle Artisanale de Garantie d'Investissements - SIAGI (SA) Administrateur de l'Etablissement public national d'aménagement et de restructuration des espaces commerciaux et artisanaux - EPARECA (EPIC) Administrateur représentant l'Etat à l'Institut National de la Consommation -INC- (EPIC)
<b>Christian PEPINEAU</b>	Président-Directeur Général de la Société PARIS-SELECT (SA) Président-Directeur Général de la Société SELECT DIFFUSION (SA) Administrateur de la Société d'Exploitation Parc-Expo PARIS-NORD VILLEPINTE (SA) Administrateur de la société SOPEXA (SA) Administrateur du GREFEL (SA)
<b>Eric PREISS</b>	Administrateur DEFENSE CONSEIL INTERNATIONAL (SA) Administrateur de CIVIPOL CONSEIL (SA)
<b>Marc SPIELREIN</b>	Représentant le gérant (SEMMARIS) de la SCI Bureau Rungis International Administrateur de la Société Agricole et Immobilière du golf de SAINT-NOM-LA-BRETECHE Administrateur du groupe Revue Fiduciaire

## EVOLUTION DE L'INVESTISSEMENT BRUT



## EVOLUTION COMPAREE DES TARIFS DE REDEVANCE, DE L'INDICE DES PRIX A LA CONSOMMATION ET DU COÛT A LA CONSTRUCTION



# BILAN

au 31 décembre 2006

ACTIF	EXERCICE N			EXERCICE N - I
	Brut	Amortissement & provisions	Net	Net
<b>▶ ACTIF IMMOBILISE</b>				
<b>Immobilisations incorporelles</b>	<b>379 905</b>	<b>240 427</b>	<b>139 479</b>	<b>160 177</b>
Autres (logiciels)	288 580	240 427	48 153	25 016
Marque commerciale	91 326		91 326	91 326
Immobilisations en cours (logiciels)				43 835
<b>Immobilisations corporelles propres à la société</b>	<b>2 452 093</b>	<b>2 149 536</b>	<b>302 557</b>	<b>308 707</b>
Terrains	64 138		64 138	64 138
Constructions	163 068	163 068		
Matériel et outillage	229 459	203 475	25 984	39 473
Matériel de transport	143 470	80 630	62 840	9 620
Mobilier et matériel de bureau et informatique	1 512 474	1 362 879	149 595	195 476
Agencements et Installations	339 484	339 484		
<b>Immobilisations corporelles du domaine concédé</b>	<b>411 024 620</b>	<b>73 657 584</b>	<b>337 367 035</b>	<b>328 489 773</b>
<b>Immobilisations non renouvelables</b>				
Terrains	6 850 091		6 850 091	6 850 091
Constructions	177 841 774		178 841 774	165 816 775
Agencements et installations générales & divers	24 022 784		24 022 784	23 650 744
<b>Immobilisations renouvelables</b>				
Matériel et outillage	104 405 839	35 356 562	69 049 277	69 066 281
Agencements et installations	95 186 284	38 301 023	56 885 261	57 566 715
Immobilisations en cours	2 714 170		2 714 170	5 452 870
Avances et acomptes sur immobilisations	3 677		3 677	86 296
<b>Immobilisations financières</b>	<b>14 491 918</b>		<b>14 491 918</b>	<b>14 841 808</b>
Participations	10 411 079		10 411 079	10 411 079
Créances rattachées à des participations	3 787 183		3 787 183	4 180 863
Autres titres immobilisés	20 085		20 085	20 085
Prêts				
Autres	273 571		273 571	229 781
<b>TOTAL I</b>	<b>428 348 536</b>	<b>76 047 547</b>	<b>352 300 989</b>	<b>343 800 465</b>
<b>▶ ACTIF CIRCULANT</b>				
<b>Stocks et en-cours</b>				
Autres approvisionnements				
<b>Avances et acomptes versés</b>	<b>29 359</b>		<b>29 359</b>	<b>51 585</b>
<b>Créances d'exploitation</b>	<b>17 011 266</b>	<b>1 331 728</b>	<b>15 679 537</b>	<b>14 132 405</b>
Clients et comptes rattachés	12 327 451	1 031 186	11 296 266	9 807 601
Autres débiteurs	4 574 059	300 543	4 273 517	4 199 204
Créances diverses	109 755		109 755	125 600
<b>Valeurs mobilières de placement</b>	<b>29 758 334</b>		<b>29 758 334</b>	<b>31 618 351</b>
Actions				
Autres titres	29 758 334		29 758 334	31 618 351
<b>Disponibilités</b>	<b>737 636</b>		<b>737 636</b>	<b>2 532 506</b>
Banques et chèques postaux	709 072		709 072	2 505 079
Caisses	8 135		8 135	6 998
Régies d'avance	20 429		20 429	20 429
<b>Charges constatées d'avance</b>	<b>1 186 659</b>		<b>1 186 659</b>	<b>1 267 622</b>
<b>TOTAL II</b>	<b>48 723 253</b>	<b>1 331 728</b>	<b>47 391 525</b>	<b>49 602 468</b>
<b>▶ COMPTE DE REGULARISATION</b>				
<b>Charges à répartir</b>				
<b>Primes de remboursement des obligations</b>				
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>477 071 789</b>	<b>77 379 276</b>	<b>399 692 514</b>	<b>393 402 934</b>

<b>PASSIF</b>	<b>AVANT REPARTITION</b>	
	<b>Exercice N</b>	<b>Exercice N - I</b>
<b>▸ CAPITAUX PROPRES</b>		
Capital	4 946 864	4 946 864
Réserve légale	494 686	494 686
Réserve		
Report à nouveau	11 659 295	10 585 058
Résultat de l'exercice	3 680 668	1 371 049
<b>SOUS-TOTAL SITUATION NETTE</b>	<b>20 781 513</b>	<b>17 397 657</b>
<b>Autres fonds propres - droits du concédant</b>		
Subventions nettes reçues	46 589 270	46 589 270
Amortissements de caducité	177 159 848	168 332 544
Autres (provisions pour renouvellement utilisées)	23 389 392	23 389 392
<b>SOUS-TOTAL DROITS DU CONCEDANT</b>	<b>247 138 510</b>	<b>238 311 205</b>
<b>TOTAL I</b>	<b>267 920 023</b>	<b>255 708 863</b>
<b>▸ PROVISIONS</b>		
Provisions pour risques	1 817 054	632 054
Provisions pour charges		
<b>TOTAL II</b>	<b>1 817 054</b>	<b>632 054</b>
<b>▸ DETTES</b>		
<b>Dettes financières</b>	<b>84 714 784</b>	<b>92 745 153</b>
Emprunts obligataires		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	40 598 487	46 966 638
Autres dettes financières	44 116 298	45 778 515
<b>Avances et acomptes reçus</b>	<b>471 268</b>	<b>695 342</b>
<b>Dettes d'exploitation</b>	<b>18 674 744</b>	<b>16 403 872</b>
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	11 393 796	10 603 300
Dettes fiscales et sociales	6 800 302	5 113 797
Autres	480 646	686 775
<b>Dettes diverses</b>	<b>5 576 441</b>	<b>7 153 294</b>
Dettes sur immobilisations	5 403 160	6 970 533
Autres	173 281	182 761
<b>Produits constatés d'avance</b>	<b>20 518 199</b>	<b>20 064 357</b>
<b>TOTAL III</b>	<b>129 955 437</b>	<b>137 062 017</b>
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>399 692 514</b>	<b>393 402 934</b>

# COMPTE DE RESULTAT (EN LISTE)

## EXERCICE 2006

	EXERCICE N		EXERCICE N - I	
	Montants H.T.	Totaux partiels	Montants H.T.	Totaux partiels
<b>► PRODUITS D'EXPLOITATION</b>				
Prestations de services				
- Produits proportionnels	14 267 274		14 698 426	
- Produits ordinaires	42 515 200		41 141 803	
- Produits s/services concédés	1 474 872		1 403 622	
- Charges récupérables	19 145 290		17 875 953	
- Produits divers	171 424		121 847	
- Produits des activités annexes	-359 070		-85 914	
<b>MONTANT DU CHIFFRE D'AFFAIRES</b>		<b>77 214 991</b>		<b>75 155 736</b>
Reprises s/provisions	405 002	405 002	105 598	105 598
Transfert de charges	390 903	390 903	539 234	539 234
Autres produits et subventions d'exploitation	42 012	42 012	40 746	40 746
<b>TOTAL I</b>		<b>78 052 908</b>		<b>75 841 314</b>
<b>► CHARGES D'EXPLOITATION</b>				
<b>Consommation de l'exercice</b>		<b>36 870 069</b>		<b>37 001 906</b>
Achats stockés				
- Autres approvisionnements	258 515		679 506	
Achats non stockés de matières premières	6 877 869		6 720 238	
Services extérieurs				
- Personnel extérieur	934 385		882 922	
- Loyer crédit-bail	571 187		640 093	
- Autres	28 228 114		28 079 149	
<b>Impôts, taxes et versements assimilés</b>		<b>690 720</b>		<b>617 683</b>
Sur rémunérations	247 224		221 186	
Autres	443 496		396 497	
<b>Charges de personnel</b>		<b>13 415 822</b>		<b>12 960 628</b>
Salaires et traitements	8 781 263		8 437 621	
Charges sociales	4 634 559		4 523 008	
<b>Dotations aux amortissements et provisions</b>		<b>22 915 048</b>		<b>22 118 001</b>
Sur immobilisations	12 329 565		13 616 174	
Provisions s/actif circulant	573 179		219 446	
Provisions pour risques et charges	10 012 305		8 282 381	
Autres charges	212 789	212 789	159 561	159 561
<b>TOTAL II</b>		<b>74 104 447</b>		<b>72 857 780</b>
<b>1) - RESULTAT D'EXPLOITATION (I-II)</b>		<b>3 948 461</b>		<b>2 983 534</b>
<b>► PRODUITS FINANCIERS</b>		<b>2 542 955</b>		<b>1 949 149</b>
De participation	1 145 066		1 089 642	
D'autres valeurs mobilières et créances et de l'actif immobilisé	32 213		0	
Reprises s/provisions	0		0	
Différence positive de change	0		0	
Cession valeurs mobilières	1 365 676		859 507	
<b>TOTAL III</b>		<b>2 542 955</b>		<b>1 949 149</b>
<b>► CHARGES FINANCIERES</b>		<b>2 539 419</b>		<b>2 620 183</b>
Dotations aux amortissements et provisions				
Intérêts et charges assimilées	2 533 850		2 617 972	
Différence négative de change	3 252		2 211	
Cession valeur mobilière	2 317			
<b>TOTAL IV</b>		<b>2 539 419</b>		<b>2 620 183</b>
<b>2) - RESULTAT FINANCIER (III-IV)</b>		<b>3 536</b>		<b>-671 034</b>
<b>3) - RESULTAT COURANT AVANT IMPOT (1 + 2)</b>		<b>3 951 997</b>		<b>2 312 499</b>
<b>► PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>		<b>3 555 446</b>		<b>3 159 066</b>
Sur opérations de gestion	1 488 873		1 011 165	
Sur opérations en capital				
- Produits de cession éléments actifs	25 853		458 253	
Autres	202 598		174 887	
Reprise de provisions	640 054		1 514 762	
Transferts de charges	1 198 069		0	
<b>TOTAL V</b>		<b>3 555 446</b>		<b>3 159 066</b>
<b>► CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>		<b>1 517 994</b>		<b>2 960 481</b>
Sur opérations de gestion	784 690		1 049 838	
Sur opérations en capital				
- Valeur comptable des éléments cédés	677 919		1 453 420	
- Autres	55 385		156 681	
Dotations aux amortissements et provisions			300 543	
- Autres				
<b>TOTAL VI</b>		<b>1 517 994</b>		<b>2 960 481</b>
<b>4) - RESULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)</b>		<b>2 037 453</b>		<b>198 585</b>
<b>IMPOTS SUR LES BENEFICES (VII)</b>	<b>2 308 782</b>	<b>2 308 782</b>	<b>1 140 035</b>	<b>1 140 035</b>
<b>TOTAL DES PRODUITS (I+III+V)</b>		<b>84 151 310</b>		<b>80 949 529</b>
<b>TOTAL DES CHARGES (II+IV+VI+VII)</b>		<b>80 470 642</b>		<b>79 578 480</b>
<b>BENEFICE</b>		<b>3 680 668</b>		<b>1 371 049</b>

# FLUX DE TRESORERIE

## EXERCICE 2006

	EXERCICE N	EXERCICE N - I
<b>Flux de trésorerie liés à l'activité (opérations courantes)</b>		
Résultat de l'exercice	2 684 240	1 513 181
Dotations aux amortissements et provisions sur actifs	12 902 744	13 835 620
Reprises dotations aux amortissements et provisions sur actifs	- 405 002	- 105 598
Dotations aux provisions du passif	10 012 305	8 282 381
Reprises dotations aux provisions du passif		
<b>Total I</b>	<b>25 194 286</b>	<b>23 525 584</b>
<b>Flux de trésorerie liés à l'activité (opérations exceptionnelles)</b>		
Résultat de l'exercice	996 427	- 142 132
Dotations aux amortissements et provisions sur actifs immobilisés		
Reprises dotations aux amortissements et provisions sur actifs immobilisés	- 640 054	- 134 587
Dotations aux provisions du passif		300 543
Reprises dotations aux provisions du passif		- 1 380 175
Plus ou moins-values de cessions	707 983	995 167
<b>Total II</b>	<b>1 064 357</b>	<b>- 361 183</b>
<b>Capacité d'autofinancement (I + II)</b>		
	<b>26 258 643</b>	<b>23 164 400</b>
Créances clients et comptes rattachés	- 1 656 842	161 726
Autres créances d'exploitation	44 722	1 893 231
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	790 496	1 290 376
Autres dettes d'exploitation	1700 665	1 008 586
<b>Variation du besoin en fonds de roulement</b>	<b>879 041</b>	<b>4 353 919</b>
<b>Flux nets de trésorerie liés à l'activité</b>	<b>27 137 684</b>	<b>27 518 320</b>
<b>Flux de trésorerie liés à l'investissement</b>		
Acquisition d'immobilisations corporelles et incorporelles	- 21 317 551	- 17 335 380
Cessions d'immobilisations	419 533	847 753
Autres encaissements et décaissements	- 1 567 373	- 4 365 116
<b>Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement</b>	<b>- 22 465 391</b>	<b>- 20 852 742</b>
<b>Flux de trésorerie liés aux opérations de financement</b>		
Variation de capital et autres fonds propres		131 394
Dividendes versés	- 296 812	-296 812
Encaissements de nouveaux emprunts	0	10 117 581
Remboursements d'emprunts	- 6 222 514	- 5 809 793
Remboursements d'avance de l'Etat	- 1 832 938	- 1 658 359
Autres variations financières	287 929	530 021
<b>Flux de trésorerie liés aux opérations de financement</b>	<b>- 8 064 334</b>	<b>3 014 033</b>
Trésorerie nette à l'ouverture	33 655 643	23 976 033
Trésorerie nette à la clôture	30 263 602	33 655 643
<b>Variation de trésorerie</b>	<b>- 3 392 041</b>	<b>9 679 610</b>

# ANNEXE AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT

DE L'EXERCICE 2006

## 1] FAITS SIGNIFICATIFS DE L'EXERCICE

Par jugement du 3 août 2006, le tribunal administratif de Melun a conclu à la responsabilité de l'entreprise gestionnaire du Point Emballage dans l'incendie du 11 juin 2002. L'indemnité accordée à la SEMMARIS de 1,186 M€ couvre la totalité des dépenses non remboursées par notre assureur, elle est comptabilisée en produits exceptionnels de l'exercice.

La convention d'exploitation du service de l'eau a fait l'objet d'un avenant en date du 15 décembre 2006. Les principales dispositions de ce document concernent :

- la reprise par la SEMMARIS des relèves et des facturations des consommations sur le MIN à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2007 ;
  - le transfert à l'exploitant de ces opérations pour les zones annexes au Marché contre une rémunération forfaitaire assise sur le chiffre d'affaires, et ce, dès le 1<sup>er</sup> janvier 2006 ;
- Cette dernière stipulation se traduit par une baisse du chiffre d'affaires de la SEMMARIS de l'ordre de 0,5 M€ compensée par une économie de charges de gestion du réseau de 0,6 M€.

## 2] PRESENTATION DE LA SOCIETE

En vertu du décret n° 65-325 du 27 avril 1965 modifié, la SEMMARIS est concessionnaire de l'Etat pour la construction et l'exploitation du Marché d'Intérêt National de PARIS-RUNGIS créé par le décret n° 62-795 du 13 juillet 1962. Les conventions avec l'Etat, en vigueur au 31 décembre 2006, fixent le terme du contrat de concession au 29 avril 2034.

La SEMMARIS assure sa mission dans le cadre des articles L. 761-1 et suivants du Code de commerce et selon les dispositions du décret n° 2005-1595 du 19 décembre 2005 relatifs aux Marchés d'Intérêt National.

## 3] REGLES ET METHODES COMPTABLES

### 3-1 Principes

Les comptes de l'exercice sont présentés conformément aux dispositions du Plan Comptable Général.

Les hypothèses de base de continuité de l'exploitation, permanence des méthodes comptables, indépendance des exercices et coûts historiques ont notamment été suivies.

Les informations chiffrées sont fournies, sauf indications contraires, en euros.

### 3-2 Immobilisations corporelles

Les immobilisations de la société sont évaluées à leur coût d'acquisition et sont réparties en deux rubriques :

- **Immobilisations du domaine concédé** devront être remises gratuitement et en bon état d'usage à l'autorité concédante à la fin du contrat de concession. Conformément à la convention du 23 février 1967 avec l'Etat, complétant les dispositions du décret 65-325 du 27 avril 1965 modifié, les bâtiments, constructions et installations de la concession sont propriété de l'Etat dès leur édification ou leur acquisition par la société.

#### a) Amortissement de caducité

Les immobilisations du domaine concédé font l'objet d'un amortissement de caducité classé au passif en « autres fonds propres ». Cet amortissement a pour objet de ramener la valeur nette comptable des biens de retour à une valeur nulle à l'issue de la concession.

Il est calculé :

- linéairement de la date d'investissement des capitaux jusqu'à celle de la fin de la concession pour la partie financée sur fonds propres ou sur emprunts contractés à partir de l'exercice 2003.

- sur l'échéancier des crédits pour la partie financée par des emprunts antérieurs à 2003.

La base d'amortissement correspond à la valeur brute des immobilisations diminuée des subventions d'investissement et des provisions pour renouvellements utilisées conformément à leur objet et maintenues au passif du bilan.

- **Immobilisations propres**, constituées d'actifs immobiliers situés en dehors du périmètre de la concession (dite Zone A) et de matériels et mobiliers dissociables de la concession.

#### *b) Amortissement techniques*

Depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2003, la société applique l'approche par composants (règlement CRC 2002-10 du 12 décembre 2002). Les amortissements sont déterminés en dissociant chaque actif par composants ayant leur propre durée d'utilisation et rythme de renouvellement.

Les immobilisations concédées renouvelables et les immobilisations propres à la société sont amorties sur leur durée d'utilisation, à savoir :

Agencements et installations :	de 10 à 40 ans
Mobilier et matériel de bureau	de 5 à 10 ans
Matériel informatique	5 ans
Véhicules	5 ans

Les structures de bâtiments dont la durée d'utilisation est évaluée à 70 ans, les aménagements généraux et V.R.D. dont la durée d'utilisation est supérieure à la durée de la concession, ne font pas l'objet d'amortissements techniques.

#### *c) Provision pour dépréciation*

L'environnement technique, économique et juridique auquel l'actif immobilisé de la société est dévolu n'a pas enregistré de changement important.

L'approche globale de la valeur nette comptable des immobilisations corporelles, déduction faite des amortissements de caducité déjà pratiqués et inscrits au passif de bilan en Droits du Concédant, ne révèle pas de perte de valeur significative. A ce titre, la concession dans son ensemble est retenue comme unité génératrice de trésorerie.

#### *d) Subventions d'investissement*

Les subventions d'investissement reçues pour assurer le financement des immobilisations sont inscrites au passif du bilan dans les capitaux propres. Elles y sont maintenues et ne font pas l'objet de reprise puisque venant en déduction de la valeur des immobilisations du domaine concédé pour le calcul des amortissements de caducité (cf. note 3-2-a).

### **3-3 Immobilisations financières**

La valeur brute des participations correspond à la valeur d'acquisition. Le cas échéant, des provisions pour dépréciation

sont constatées en tenant compte de la valeur d'inventaire des titres détenus et de l'évolution prévisible des résultats de la société considérée.

### **3-4 Créances et dettes d'exploitation**

Les créances et dettes sont évaluées à leur valeur nominale. Les créances sont, le cas échéant, dépréciées pour tenir compte des risques de non-recouvrement.

### **3-5 Valeurs mobilières de placement**

Les valeurs mobilières de placement sont inscrites à l'actif pour leur valeur d'achat. Le cas échéant, une provision est constatée par rapport au dernier prix du marché.

### **3-6 Autres fonds propres**

En application des dispositions du Plan Comptable Général relatives aux opérations faites dans le cadre des concessions de services publics, la valeur des droits du concédant exigibles en nature au titre des biens en concession inscrits à l'actif est portée au passif du bilan.

Cette rubrique regroupe les subventions d'investissement reçues (cf. note 3-2-d), les amortissements de caducité (cf. note 3-2-a) et les provisions pour renouvellement antérieurement constituées et utilisées conformément à leur objet.

### **3-7 Provisions pour risques et charges**

Une provision est dotée si la société a une obligation à l'égard de tiers et qu'il est probable ou certain que cette obligation se traduise par une sortie de ressources sans contrepartie au moins équivalente attendue de ceux-ci après la clôture des comptes.

Ces provisions sont estimées en fonction des données connues de la société à la date d'arrêtés des comptes.

Le poste "provisions" du compte de résultat regroupe les amortissements de caducité (cf. note 3-2-a) et les provisions pour risques et charges.

### **3-8 Droits de première accession**

Les Droits de Première Accession correspondant à une entrée dans un bâtiment nouvellement créé ou restructuré sont étalés sur la durée de la concession. Antérieurement portée en produits exceptionnels, l'annuité rapportée au compte de résultat est inscrite en produits d'exploitation depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2004. Pour l'exercice 2006, son montant s'élève à 629 k€.

Par ailleurs, jusqu'au 31 décembre 2002, ces recettes étaient fiscalisées au moment de leur facturation générant ainsi un impôt payé d'avance. Compte tenu du caractère de ces produits qui relèvent en fait de loyers perçus d'avance, et après avis favorable des Services de la Législation Fiscale, ces recettes reçoivent depuis 2003 une imposition étalée parallèle au traitement comptable.

# ANNEXE AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT DE L'EXERCICE 2006

Les autres Droits de Première Accession sont considérés comme des produits de l'exercice de perception et inscrits en produits exceptionnels sur opération de gestion.

Les rachats de droits constituent une charge exceptionnelle de l'exercice au cours duquel l'engagement du rachat est conclu.

## 4] CONSOLIDATION

La société n'entre pas dans le périmètre de consolidation d'une autre société.

Conformément aux dispositions de l'article 233-19 du Code de commerce et en accord avec ses Commissaires aux Comptes, la société ne publie pas de comptes consolidés, ses filiales et participations étant d'importance négligeable.

## 5] COMPLEMENTS D'INFORMATION RELATIFS AU BILAN

### 5-1 Immobilisations incorporelles

Valeur brute des immobilisations incorporelles	Valeur brute au début de l'exercice	Acquisitions et créations	Diminutions	Virements de poste à poste	Valeur brute fin d'exercice
<b>Immobilisations incorporelles propres à la sté</b>					
Autres (logiciels)	171 807	1 330		115 443	288 580
Immobilisations en cours	43 835	71 608		- 115 443	
<b>Immobilisations du domaine concédé</b>					
Marque commerciale <sup>(1)</sup>	91 326				91 326
<b>Total</b>	<b>306 967</b>	<b>72 938</b>			<b>379 905</b>

(1) En 1997, la société a acheté la marque « Rungis Actualités ». Cette immobilisation incorporelle d'un montant de 91 326 € a été classée en « immobilisation non-renouvelable du domaine concédé ». Elle fait l'objet d'un amortissement de caducité sur la durée de la concession. Au bilan de l'exercice 2005, cette immobilisation était inscrite en immobilisations corporelles du domaine concédé, elle a été reclassée dans la rubrique des immobilisations incorporelles, y compris dans la présentation du bilan de l'exercice N-1.

### 5-2 Immobilisations corporelles

Valeur brute des immobilisations corporelles	Valeur brute au début de l'exercice	Acquisitions et créations	Diminutions	Virements de poste à poste	Valeur brute fin d'exercice
<b>Immobilisations corporelles propres à la sté</b>					
Terrains	64 138				64 138
Constructions	163 068				163 068
Matériel et outillage	229 459				229 459
Matériel de transport	130 687	69 080	56 297		143 470
Mobilier, matériel de bureau et informatique	1 477 720	34 754			1 512 474
Agencements, installations	339 484				339 484
<b>Immobilisations du domaine concédé</b>	<b>395 245 212</b>	<b>21 179 609</b>	<b>5 400 201</b>		<b>411 024 620</b>
<i>Immobilisations non renouvelables</i>					
Terrains	6 850 091				6 850 091
Constructions	165 816 775		19 294	12 044 293	177 841 774
Agencements, installations et Divers	5 231 245			372 040	5 603 285
Aménagement des terrains (V.R.D.)	18 419 499				18 419 499
<i>Immobilisations renouvelables</i>					
Matériel industriel	98 643 529		1 036 133	6 798 443	104 405 839
Agencements, installations	94 744 906		4 157 219	4 598 597	95 186 284
<b>Immobilisations en cours</b>	<b>5 452 870</b>	<b>21 179 609</b>	<b>104 935</b>	<b>- 23 813 373</b>	<b>2 714 170</b>
<b>Avances et acomptes s/immobilisations</b>	<b>86 296</b>		<b>82 620</b>		<b>3 677</b>
<b>Total</b>	<b>397 649 768</b>	<b>21 283 442</b>	<b>5 456 497</b>		<b>413 476 713</b>

Les principales variations des postes immobilisations proviennent de :

<b>La constatation d'immobilisations en cours pour 21,2 M€ dont les principales opérations concernent :</b>	
La construction du bâtiment DE2 sur la zone Euro-Delta	8,0 M€
L'extension du bâtiment FE4	3,8 M€
La poursuite des travaux de sécurité incendie (sprinklage, RIA, détection)	3,9 M€
L'acquisition de l'entrepôt O2 à l'échéance du crédit-bail ayant financé ce bâtiment	1,0 M€
<b>La diminution des immobilisations en cours pour 23,8 M€ dont les principales réalisations sont :</b>	
La mise en service du bâtiment DE2 sur la zone Euro-Delta	8,7 M€
La mise en service des installations de sécurité incendie	5,9 M€
La mise en service de l'extension du bâtiment FE4	3,6 M€
La mise en service des travaux de V.R.D. liés au bât. DE4 sur la zone Delta	1,9 M€
<b>La sortie d'immobilisations du patrimoine pour 5,5 M€ parmi lesquelles :</b>	
Les installations secondaires du bâtiment V2P	5,0 M€

### 5-3 Amortissements

Amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles	Cumul début de l'exercice	Dotations de l'exercice	Sorties d'actifs et autres reprises	Cumul fin de l'exercice
<b>Immobilisations incorporelles</b>	146 790	93 637		240 427
<b>Immobilisations propres à la société</b>	2 095 849	109 983	56 297	2 149 536
- Constructions	163 068			163 068
- Matériel et outillage	189 986	13 489		203 475
- Matériel de transport	121 067	15 860	56 297	80 630
- Mobilier, matériel de bureau et informatique	1 282 244	80 634		1 362 879
- Agencements, installations	339 484			339 484
<b>Immobilisations corporelles concédées</b>	65 560 898	12 125 945	4 583 745	73 103 098
- Immobilisations renouvelables				
- Matériel industriel	29 577 248	6 350 554	571 240	35 356 562
- Agencements et installations	35 983 650	5 775 390	4 012 504	37 746 536
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>67 803 537</b>	<b>12 329 565</b>	<b>4 640 041</b>	<b>75 493 061</b>

### 5-4 Immobilisations financières

Valeur brute des immobilisations financières	Valeur brute au début de l'exercice	Acquisitions et créations	Diminutions	Valeur brute fin d'exercice
Participations	10 411 079			10 411 079
Créances rattachées à des participations	4 180 863		393 680	3 787 183
Autres titres	20 085			20 085
Autres	229 781	43 790		273 571
<b>TOTAL</b>	<b>14 841 808</b>	<b>43 790</b>	<b>393 680</b>	<b>14 491 918</b>

Le tableau des filiales et des participations se présente comme suit :

Société	Capital	Réserves	Quote-part de capital détenue %	Valeur d'inventaire des titres détenus	Prêts & avances consentis	Cautions & avals fournis	Chiffre d'affaires	Bénéfice ou perte	Dividendes encaissés
<b>I - FILIALES</b>									
BRI <sup>(1)</sup>	2 896 531	0	100,00	10 395 072	3 787 183	-	2 019 773	1 054 803	1 054 690
<b>II - FILIALES</b>									
-1%	-	-	-	36 092	-	-	-	-	-

(1) Société Civile Immobilière créée par des investisseurs institutionnels dans les années 70 pour la réalisation d'un programme de 21 000 m<sup>2</sup> de bureaux sur des terrains privés dont elle est propriétaire et jouxtant la zone A du MIN. En 1981, la SEMMARIS a acquis 90 % des parts de cette SCI et depuis 2001 elle détient 100 % du capital.

# ANNEXE AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT DE L'EXERCICE 2006

## 5-5 Valeurs mobilières de placement

Les valeurs mobilières de placement figurant au bilan sont inscrites à leur valeur d'acquisition. Elles comprennent :

Des SICAV de trésorerie en valeur de marché pour	11,88 M€
Des parts de F.C.P. en valeur de marché pour	10,71 M€
Des obligations pour	7,16 M€

dont 0,17 M€ d'intérêts courus.

La valeur d'inventaire des obligations hors coupons courus s'élève à 7 277 255 € traduisant 281 956 €, de plus-values latentes.

## 5-6 Tableau de variation des capitaux propres

	Valeur au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeur en fin d'exercice
Capital	4 946 864			4 946 864
Réserves	494 686			494 686
Report à nouveau	10 585 058	1 074 237		11 659 295
Résultat de l'exercice	1 371 049	3 680 668	1 371 049 <sup>(1)</sup>	3 680 668
Subventions d'investissement nettes	46 589 270			46 589 270
Amortissements de caducité	168 332 544	8 827 305		177 159 848
Provisions pour renouvellement utilisées	23 389 392			23 389 392
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>255 708 863</b>	<b>13 582 210</b>	<b>1 371 049</b>	<b>267 920 023</b>

(1) Dont dividendes distribués 296 812 €.

Le capital est composé de 309 179 actions d'une valeur nominale de 16 €.

## 5-7 Tableau de variation des provisions

	Valeur en début d'exercice	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice		Valeur à la fin de l'exercice
			Utilisées	Non utilisées	
<b>Provisions pour risques et charges</b>	<b>632 054</b>	<b>1 185 000</b>			<b>1 817 054</b>
Provisions pour risques					
- Autres provisions	632 054	1 185 000			1 817 054
<b>Provisions pour dépréciations</b>	<b>2 358 092</b>	<b>573 179</b>	<b>696 779</b>	<b>348 277</b>	<b>1 886 215</b>
- Immobilisations corporelles du domaine concédé	1 194 541		640 054		554 487
- Clients	863 009	573 179	56 725	348 277	1 031 186
- Débiteurs divers	300 543				300 543
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>2 990 146</b>	<b>1 758 179</b>	<b>696 779</b>	<b>348 277</b>	<b>3 703 269</b>

### Provisions pour risques :

Des contentieux prud'homaux en cours génèrent une provision de 200 k€.

D'autre part, les obligations légales de recherche d'amiante, en cours au 31 décembre 2006, et la nature des travaux y relatif n'ayant pas le caractère d'immobilisations, conduisent à une provision de 985 k€ se décomposant comme suit :

- ▀ 390 k€ représentant le solde des travaux identifiés et engagés sur un total de 717 k€, 327 k€ étant réalisés et comptabilisés en charge de l'exercice.
- ▀ 140 k€ relatifs aux honoraires et coûts des diagnostics restant à réaliser en fin d'exercice.
- ▀ 445 k€ de provision pour travaux estimée sur la base des surfaces restant à explorer.

### Provisions pour dépréciations des immobilisations du domaine concédé :

La provision subsistante en fin d'exercice concerne les installations non amorties du bâtiment V2P, actuellement inoccupé, et vouées à la destruction lors de la restructuration de ce bâtiment. Les travaux de démolition entamés au cours de l'exercice ont conduit à une reprise partielle de la provision compte tenu des aménagements détruits et sortis de l'actif (cf. note 5-2 ci-dessus).

### Provisions sur débiteurs divers :

La provision subsistante en fin d'exercice concerne des pénalités facturées et des réfections d'honoraires à un fournisseur sur un marché de travaux.

Au cours de l'exercice 2004, la société a fait l'objet d'une vérification fiscale de sa comptabilité pour les années 2001 et 2002. Lors de ce contrôle, l'administration fiscale a considéré qu'un complément de taxe professionnelle assis sur la cotisation minimale sur la valeur ajoutée serait dû à hauteur de 280 k€ en refusant la déductibilité des amortissements de caducité.

Sur la base de l'article 1647 B sexies II du C.G.I. qui autorise les bailleurs à déduire de leur valeur ajoutée les amortissements se rapportant aux biens donnés en location, aucun supplément d'imposition ne serait exigible. Notre réclamation contentieuse, déposée à la D.V.N.I. le 6 janvier 2006, n'a eu aucune suite à ce jour.

Aucune provision pour risque n'est comptabilisée à la clôture de l'exercice : au 31 décembre 2006, le montant cumulé du risque maximal s'élève à 765 k€ hors intérêts de retard.

### 5-8 Comptes de régularisation

Les **charges constatées d'avance** s'élèvent à 1 186 659 € H.T. Elles correspondent, par nature, aux éléments suivants :

Achats	145 274 € H.T.
Services extérieurs	990 518 € H.T.
Autres	50 867 € H.T.

Les **produits constatés d'avance** en fin d'exercice s'élèvent à 20 518 199 € H.T. Ils correspondent, par nature, aux éléments indiqués ci-dessous, et concernent des prestations facturées mais non encore fournies à la date d'arrêt des comptes.

Figurent également sous cette rubrique les Droits de Première Accession étalés sur la durée de la concession (cf. note 3-8) :

Redevance d'occupation et charges (net des remises pour paiement par prélèvement automatique)	3 321 363 €
Droits de Première Accession	17 196 836 €

### 5-9 Créances et dettes

#### a) CRÉANCES

Nature	Montants bruts	Degré d'exigibilité	
		Moins d'un an	Plus d'un an
<b>Créances de l'actif immobilisé</b>	<b>4 060 754</b>	<b>393 680</b>	<b>3 667 074</b>
- Créances rattachées à des participations	3 787 183	393 680	3 393 503
- Autres	273 571		273 571
<b>Créances de l'actif circulant (1)</b>	<b>18 227 283</b>	<b>17 434 579</b>	<b>792 704</b>
- Comptes clients et comptes rattachés	12 327 451	12 227 858	99 594
- Autres	4 713 173	4 713 173	
- Charges constatées d'avance (2)	1 186 659	493 549	693 110
<b>Total</b>	<b>22 288 037</b>	<b>17 828 259</b>	<b>4 459 778</b>

(1) Dont entreprises liées : 958 763 € (Bureaux Rungis International).

(2) Dont assurances dommages-ouvrages : 825 623 €.

Les **produits à recevoir** en fin d'exercice se présentent comme suit :

Clients produits non encore facturés 620 400 € TTC

# ANNEXE AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT DE L'EXERCICE 2006

## b) DETTES

Nature	Montants bruts	Degré d'exigibilité		
		Moins d'un an	Plus d'un an	Plus de 5 ans
<b>Emprunts et dettes auprès des états de crédit</b>	<b>40 598 487</b>	<b>6 424 177</b>	<b>21 881 857</b>	<b>12 292 452</b>
- Emprunt 1999 CCF	1 676 939	609 796	1 067 143	
- Emprunt 2002 CCF	5 500 000	1 000 000	4 000 000	500 000
- Emprunt 1999 CA	2 434 527	851 959	1 582 568	
- Emprunt 2002 CA	2 979 860	498 912	2 270 084	210 865
- Emprunt 1999 NATEXIS	839 215	349 487	489 728	
- Emprunt 2003 CA	7 417 444	769 834	3 393 065	3 254 544
- Emprunt 2003 SG	11 022 273	1 159 781	5 105 016	4 757 476
- Emprunt 2005 CA	4 245 861	452 041	1 974 253	1 819 567
- Emprunt 2005 NATEXIS	4 250 000	500 000	2 000 000	1 750 000
- Soldes créditeurs de banques	232 367	232 367		
<b>Autres dettes financières</b>	<b>44 116 298</b>	<b>2 682 659</b>	<b>10 532 001</b>	<b>30 901 638</b>
- Cautionnements reçus	12 322 566			12 322 566
- Avance d'actionnaire de l'Etat	30 739 438	2 018 739	10 180 135	18 540 564
- Agence de l'eau	478 340	87 966	351 866	38 508
- Intérêts courus	428 207	428 207		
- SOGERIS et Divers	147 747	147 747		
<b>Dettes fournisseurs et comptes rattachés</b>	<b>11 393 796</b>	<b>11 393 796</b>		
<b>Dettes fiscales et sociales</b>	<b>6 800 302</b>	<b>6 800 302</b>		
<b>Dettes sur immobilisations</b>	<b>5 403 160</b>	<b>5 403 160</b>		
<b>Autres dettes</b>	<b>1 125 195</b>	<b>1 125 195</b>		
<b>Produits constatés d'avance</b>	<b>20 518 199</b>	<b>2 154 162</b>	<b>2 789 474</b>	<b>15 574 563</b>
<b>Total</b>	<b>129 955 437</b>	<b>35 983 452</b>	<b>35 203 332</b>	<b>58 768 653</b>

Les dépôts et cautionnements versés par les clients figurent dans les dettes à plus de 5 ans pour un montant de 12 322 566 €.

Les emprunts à taux fixes s'élèvent à 59,32 M€ (y compris l'avance d'actionnaire de l'Etat), avec un taux moyen de 3,27 % l'an.

Les emprunts à taux variables s'élèvent à 12,27 M€. Ils sont indexés sur l'Euribor 3 mois avec des marges de + 0,10 à + 0,20 %. Sur ces emprunts à taux variables, 2,625 M€ font l'objet d'un contrat d'échange de taux qui assure un taux fixe de 4,40 % dans la limite d'une évolution de l'Euribor 3 mois au-delà de 5,50 %.

Les **charges à payer**, 5 893 146 € TTC, en fin d'exercice se présentent comme suit :

- Fournisseurs - Factures non parvenues	4 098 224 €
dont fournisseurs d'immobilisations	1 420 580 €
- Personnel - Dettes pour congés payés et divers	1 301 951 €
- Organismes sociaux	465 977 €
- Autres	26 447 €

## 5-10 Engagement de crédit-bail

Les opérations de crédit-bail sont récapitulées sur le tableau ci-après.

Postes du bilan	Valeur des biens à la signature des contrats	Redevances payées		Redevances restant à payer			Dotations aux amortissements équivalents		Valeur résiduelle
		Au cours de l'exercice	Cumulées au 31/12/2006	A moins d'un an	A plus d'un an	A plus de 5 ans	de l'exercice	Cumulées au 31/12/2006	
<b>Entrepôt O2</b>									
Tranche 1	2 230 536	174 651	4 334 100	0	0	0	98 375	2 230 536	0
Tranche 2	1 845 627	209 586	3 628 309	0	0	0	118 460	1 845 627	0
<b>Sous-total</b>	<b>4 076 163</b>	<b>384 237</b>	<b>7 962 409</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>216 835</b>	<b>4 076 163</b>	<b>0</b>
<b>Entrepôt AB</b>									
Tranche 1	1 814 125	229 056	3 435 836	229 056	0	0	113 325	1 700 490	0
Tranche 2	1 676 938	213 052	3 143 120	212 481	0	0	106 394	1 570 253	0
<b>Sous-total</b>	<b>3 491 063</b>	<b>442 108</b>	<b>6 578 956</b>	<b>441 537</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>219 718</b>	<b>3 270 743</b>	<b>0</b>
<b>TOTAUX</b>	<b>7 567 226</b>	<b>826 345</b>	<b>14 541 365</b>	<b>441 537</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>436 553</b>	<b>7 346 906</b>	<b>0</b>

## 6] COMPLEMENTS D'INFORMATION RELATIFS AU COMPTE DE RESULTAT

### 6-1 Effectifs

La situation de l'effectif en fin d'exercice se présente comme suit :

	Cadres & assimilés		Agents de maîtrise		Employés		Fonctionnaires détachés		TOTAL	
	CDI	CDD	CDI	CDD	CDI	CDD	CDI	CDD	CDI	CDD
Situation au 01.01.2006	97		79	1	38	1	4		218	2
<b>ENTRÉES</b>	<b>6</b>		<b>4</b>	<b>2</b>	<b>7</b>	<b>27</b>			<b>17</b>	<b>29</b>
Embauches	3			2	7	27			10	29
Mutations	3		4						7	
<b>SORTIES</b>	<b>6</b>		<b>6</b>	<b>1</b>	<b>11</b>	<b>27</b>			<b>23</b>	<b>28</b>
Démissions	2				3	1			5	1
Mutations			3		4				7	
Licenciements	3		2		2				7	
Fin de CDD				1		26				27
Autres départs	1		1		1				3	
Départ en retraite					1				1	
Situation au 31/12/2006	97		77	2	34	1	4		212	3

### 6-2 Montant global des dix meilleures rémunérations

Le montant global des rémunérations versées aux 10 personnes les mieux rémunérées au cours de l'année 2006 s'élève à 1 123 600 €.

# ANNEXE AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT DE L'EXERCICE 2006

## 6-3 Détails des produits d'exploitation

(en k€)

Nature des produits	Exercice 2006	Exercice 2005	Variation 2006/2005 %	Exercice 2004
<b>Produits proportionnels</b>				
- Péages				
- Produits des péages	4 236,8	4 220,9	0,4	4 334,8
- Abonnements	5 117,5	5 071,3	0,9	4 974,9
- Supports	123,5	129,2	- 4,4	118,6
<i>- Redevances aux tonnages</i>				
- Viande	26,6	27,4	- 2,9	26,8
- Volaille	1 184,7	1 268,5	- 6,6	1 309,7
- Redevances carreau banal	287,2	281,8	1,9	288,6
- Redevances de transit	346,8	183,0	89,5	233,8
- Ventes d'eau	2 912,0	3 483,9	- 16,4	3 678,6
- Locations de salles	32,3	32,5	- 0,6	25,4
<b>Produits ordinaires</b>				
- Redevances d'occupation indexées	10 310,6	10 284,0	0,3	9 389,1
- Redevances d'occupation homologuées	31 575,3	30 265,5	4,3	29 337,1
- Droits de Première Accession étalés	629,2	592,2	6,2	545,9
<b>Redevances sur services concédés</b>	<b>1 474,9</b>	<b>1 403,6</b>	<b>5,1</b>	<b>922,0</b>
(Kiosques, Parkings, Quais, Frigos & Point E)				
<b>Produits sur charges récupérables</b>	<b>19 145,3</b>	<b>17 876,0</b>	<b>7,1</b>	<b>17 432,8</b>
(Chauffage, Climat. & Charges générales)				
<b>Produits divers</b>	<b>171,4</b>	<b>121,8</b>	<b>40,7</b>	<b>258,4</b>
(Ventes diverses)				
<b>Autres produits des activités annexes</b>				
- Saisies, locations matériel, honoraires, travaux et divers	723,4	783,2	- 7,6	488,2
- Honoraires RUNGIS INGENIERIE	7,0	151,5	- 95,4	
<b>Remise pour prélèvements automatiques</b>	<b>- 1 089,5</b>	<b>- 1 020,6</b>	<b>6,8</b>	<b>- 970,7</b>
<b>TOTAL CHIFFRE D'AFFAIRES</b>	<b>77 215,0</b>	<b>75 155,7</b>	<b>2,7</b>	<b>72 394,0</b>
<b>Reprises de provisions et amortissements</b>				
Dont créances clients	405,0	105,6	283,5	687,2
	405,0	105,6	283,5	443,4
<b>Transferts de charges</b>	<b>390,9</b>	<b>539,2</b>	<b>- 27,5</b>	<b>1 464,1</b>
Dont remboursements de sinistres	175,6	163,3	7,5	630,5
<b>Autres produits de gestion courante</b>	<b>42,0</b>	<b>40,7</b>	<b>3,2</b>	<b>46,9</b>
<b>TOTAL DES PRODUITS D'EXPLOITATION</b>	<b>78 052,9</b>	<b>75 841,2</b>	<b>2,9</b>	<b>74 592,2</b>

#### 6-4 Détails des biens et services consommés

(en k€)

Nature des charges	Exercice 2006	Exercice 2005	Variation 2006/2005 %	Exercice 2004
<b>Autres approvisionnements</b>				
Travaux pour compte de tiers refacturés	258,5	679,5	- 62,0	369,4
<b>Achats non stockés de matières premières</b>				
- Electricité	2 233,9	1 896,2	17,8	1 668,9
- Eau	2 202,4	2 174,7	1,3	2 352,7
- Combustibles	2 141,3	2 277,7	- 6,0	2 078,4
- Autres	300,3	371,6	- 19,2	375,5
<b>SOUS-TOTAL ACHATS NON STOCKES</b>	<b>6 877,9</b>	<b>6 720,2</b>	<b>2,3</b>	<b>6 475,5</b>
<b>Personnel extérieur</b>				
- Intérimaires	55,3	20,5	169,8	51,0
- Gardiennage	876,1	860,4	1,8	882,5
- Autres	3,0	2,0	50,0	3,2
<b>SOUS-TOTAL PERSONNEL EXTERIEUR</b>	<b>934,4</b>	<b>882,9</b>	<b>5,8</b>	<b>936,7</b>
<b>Loyers de crédit-bail</b>	<b>571,2</b>	<b>640,1</b>	<b>- 10,8</b>	<b>652,1</b>
<b>Autres biens et services consommés</b>				
- Nettoyement et entretien général du Marché	11 931,8	10 974,2	8,7	10 575,2
- Locations	2 902,4	2 938,7	- 1,2	2 780,2
- Entretien, réparations, maintenance et travaux	6 797,6	7 406,8	- 8,2	7 255,5
- Primes d'assurances	1 840,6	2 343,6	- 21,5	2 369,3
- Honoraires	2 064,9	1 976,6	4,5	1 858,3
- Promotion du Marché	1 623,6	1 429,9	13,5	1 310,2
- Charges sur sinistres	286,8	188,8	51,9	634,2
- Autres	780,4	820,5	- 4,9	716,7
<b>SOUS-TOTAL AUTRES BIENS &amp; SERVICES CONSOMMES</b>	<b>28 228,1</b>	<b>28 079,1</b>	<b>0,5</b>	<b>27 499,6</b>
<b>TOTAL DES BIENS &amp; SERVICES CONSOMMES</b>	<b>36 870,1</b>	<b>37 001,8</b>	<b>- 0,4</b>	<b>35 933,3</b>

# ANNEXE AU BILAN ET AU COMPTE DE RESULTAT DE L'EXERCICE 2006

## 6-5 Charges et produits exceptionnels

### a) Charges :

Sur opérations de gestion	785 k€
Dont rachats de DPA (secteurs F & L, Entrepôts)	699 k€
Divers (dont contribution Delalande 59 k€)	86 k€

### Sur opérations en capital

Valeur des éléments d'actif cédés ou détruits	678 k€
Dont second œuvre bâtiment V2P	506 k€

Autres	55 k€
Dont frais de démolition St-Eustache	51 k€

### b) Produits :

Sur opérations de gestion	1 489 k€
Dont DPA (cf. note 3-8)	1 371 k€

(A3 = 325 k€, C1 = 249 k€, AOD = 244 k€, D8a = 198 k€, E5 = 142 k€, A4 = 119 k€)

Sur opérations en capital (cessions d'immobilisations)	26 k€
--	-------

Autres	203 k€
--------	--------

Dont indemnités diverses (pénalités fournisseurs)	171 k€
---	--------

Reprise de provisions	640 k€
-----------------------	--------

Dont destruction d'immobilisations V2P	640 k€
--	--------

Transferts de charges	1 198 k€
-----------------------	----------

Sinistre Point E	1 186 k€
------------------	----------

(indemnité allouée par le T.A. de Melun cf. note 1)

## 6-6 Impôt sur les sociétés

Après déductions et réintégrations des éléments comptables non fiscalisés, le résultat net fiscal de l'exercice s'élève à 6,778 M€.

La ventilation des bases et de l'impôt entre la partie imputable au résultat courant et aux éléments exceptionnels se présente comme suit :

	Courant	Exceptionnel
Résultat comptable avant impôt	3 951 997	2 037 453
Réintégrations	28 468	1 018 824
Déductions	258 540	0
Résultat imposable	3 721 926	3 056 277
Impôt	1 267 757	1 041 025

L'étalement comptable des Droits de Première Accession fiscalisés lors de leur facturation jusqu'en 2002 (cf. note 3-8 ci-dessus) se traduit par un impôt payé d'avance, non comptabilisé. Au taux actuel d'imposition ce crédit, qui sera récupéré au fur et à mesure des réintégrations comptables au chiffre d'affaires des exercices à venir, s'élève à 2,41 M€.

## **6-7 Engagements hors bilan**

### *a) Engagements reçus*

- Cautions bancaires des concessionnaires	3 350 k€
- Cautionnements bancaires des fournisseurs	6 535 k€

### *b) Engagements donnés*

- Participation au G.I.E. des M.I.N.	p.m.
- Commandes en cours aux fournisseurs sur immobilisations	6 013 k€
- Participation aux travaux de mise aux normes de l'UIOM (part SEMMARIS des annuités d'emprunts souscrits par le SIEVD au titre des travaux de mise en conformité de l'usine d'incinération)	10 400 k€
- Caution bancaire au Trésor public (litige taxe professionnelle)	209 k€

## **6-8 Engagements en matière de retraite**

Aucun engagement, et notamment en matière de pensions, compléments de retraite et indemnités assimilées, n'a été contracté au profit des dirigeants ou des organes d'administration.

Les engagements en matière d'indemnités de fin de carrière à verser aux salariés font l'objet d'un contrat spécifique avec un organisme extérieur. La méthode appliquée par ce contrat, conforme aux recommandations approuvées par le Conseil Supérieur de l'Ordre des experts-comptables, consiste à calculer la valeur actuelle nette des prestations futures auxquelles chaque salarié pourra prétendre à son départ en retraite. Les valeurs actualisées sont déterminées sur la base d'un taux d'actualisation, inflation comprise, de 3 %. L'âge de départ en retraite retenu est 65 ans avec un taux de rotation moyen du personnel par tranche d'âge et la table de mortalité TF 00/02.

Le solde du fonds collectif s'élève à 455 k€ au 31 décembre 2006 et couvre la totalité de nos engagements, charges sociales comprises. Au titre de l'exercice, la charge a été de 49 k€.

# RAPPORT GENERAL DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Exercice clos le 31 décembre 2006

## **SALUSTRO REYDEL**

*Commissaire aux Comptes*

1, cours Valmy  
92923 Paris La Défense Cedex

## **JEAN-PIERRE TOMSIN**

*Commissaire aux Comptes  
Membre de la Compagnie de Paris*

38-40, rue du 27 août 1944  
77403 Lagny-sur-Marne

Mesdames, Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos assemblées, nous vous présentons notre rapport relatif à l'exercice clos le 31 décembre 2006, sur :

- le contrôle des comptes annuels de la SEMMARIS, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la justification de nos appréciations ;
- les vérifications spécifiques et les informations prévues par la loi.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration. Il nous appartient, sur la base de notre audit, d'exprimer une opinion sur ces comptes.

### **1] OPINION SUR LES COMPTES ANNUELS**

Nous avons effectué notre audit selon les normes professionnelles applicables en France ; ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels ne comportent pas d'anomalies significatives. Un audit consiste à examiner, par sondages, les éléments probants justifiant les données contenues dans ces comptes. Il consiste également à apprécier les principes comptables suivis et les estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes et à apprécier leur présentation d'ensemble. Nous estimons que nos contrôles fournissent une base raisonnable à l'opinion exprimée ci après.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

### **2] JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS**

En application des dispositions de l'article L. 823-9 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les éléments suivants :

La note 3 de l'annexe expose les règles et méthodes comptables relatives aux immobilisations du domaine concédé, aux amortissements de caducité, aux subventions d'investissement et aux droits de première accession.

Dans le cadre de notre appréciation des règles et principes comptables suivis par votre société, nous avons vérifié le caractère approprié des méthodes comptables précisées ci-dessus et des informations fournies dans les notes de l'annexe et nous nous sommes assurés de leur correcte application.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le cadre de notre démarche d'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et ont donc contribué à la formation de notre opinion exprimée dans la première partie de ce rapport.

### **3] VÉRIFICATIONS ET INFORMATIONS SPÉCIFIQUES**

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Fait à Paris La Défense et Lagny-sur-Marne, le 10 avril 2007

Les commissaires aux Comptes

SALUSTRO REYDEL  
*Membre de KMPG International*

Philippe ARNAUD  
*Associé*

Jean-Pierre TOMSIN



**SEMMARIS**

I, rue de la Tour - BP 40316 - 94152 Rungis Cedex  
[www.rungisinternational.com](http://www.rungisinternational.com)